

## UN SYMBOLE JURIDIQUE DE RENONCIATION DE SUCCESSION

Le cahier du greffe de la haute-justice de l'abbaye de Villers-Bethnach de l'année 1718 contient l'acte suivant, dont nous donnons la transcription partielle <sup>(1)</sup>.

« Ce jourd'huy neuvième aout mil sept cens dix huit à l'auditoire de Villers-Bethnach par devant nous M<sup>e</sup> Jean Perderiset, demeurant à Nodelange, juge en cette partie, nommé et autorisé par Monsieur le réverend abbé de Villers, en cette qualité seigneur du village de Charleville <sup>(2)</sup> dependant de cette juridiction... sont comparus en personne les sieur Honorez Chais, commissaire des chasses de son Altesse Royale <sup>(3)</sup>, demeurant à la maison franche de Charleville et damoiselle Louise Simon, son épouse de luy bien et duement autorisée, lesquels nous ont dit que le sieur Michel Simon demeurant en son vivant audit Charleville leurs père et beau-père étant venu à mourir vendredy dernier au soir et enterré le lendemain samedy sixième du présent mois à la paroisse dudit lieu, ils auraient assisté à l'enterrement, après lequel en présence de Monsieur le Curé de la dite paroisse et de tous les assistans les dits sieur Chais et la ditte damoiselle Louise Simon auraient déclaré à haute voix qu'ils renonçaient à la succession dudit sieur Michel Simon et qu'ayant en même tems demandé à sa veuve meratre de la dite damoiselle Louise Simon la clef de leur demeure, ils auraient déclaré paraillement qu'ils la jettaient sur la fosse, ce qu'ils ont fait effectivement à

---

(1) Archives départementales Moselle H 1822 f° 1-2.

(2) Charleville-sous-Bois, arrondissement de Metz-Campagne, canton Vigy, autrefois Lorraine, bailliage de Boulay et coutume de Lorraine.

(3) Honoré Chais fut aussi lieutenant en la prévôté de Boulay. POIRIER, Metz, *Documents généalogiques* (1565-1792), Paris 1899, p. 128.

la vuue de tous les dits assistans et voulant le dit sieur comparant et la dite damoiselle comparante que cette renonciation soit d'autant plus hautentique et déposée au greffe de cette juridiction, dont dépans ledit Charleville, ont par cette effet déclaré et déclarent par devant nous juge commis ausdit qu'ils renoncent à la succession dudit sieur Michel Simon, en quoy elle puisse consister tant meubilliaire qu'immeubilliaire, r e q u é r a n t acte de leur déclaration et renonciation... »

La formalité du jet des clefs de la maison sur la tombe d'un défunt était très ancienne <sup>(4)</sup>. La clef était considérée comme le symbole de la propriété de la maison <sup>(5)</sup> et par ce geste on indiquait qu'on renonçait à la succession du défunt. Cette procédure figurait dans la Coutume de Lorraine, rédigée au XVI<sup>e</sup> siècle, dans la Coutume de l'évêché de Metz, et dans certaines coutumes françaises, comme la coutume de Meaux, la coutume de Vitry. Ces coutumes prévoyaient en effet que la veuve pouvait renoncer à la communauté dans un délai variable selon les coutumes et la condition sociale de la personne, en jetant les clefs de la maison sur la tombe de son mari décédé <sup>(6)</sup>. Cette pratique est attestée également en

---

(4) Abraham FABERT dans *Les remarques sur les coutumes générales du duché de Lorraine*, 1657, p. 29, indique que cette formalité est prise « de l'antiquité aux Romains, qui souloient donner aux femmes les clefs de la maison pour marque de commandement qu'elles y avoient ».

(5) A Oudrenne près de Sierck, la veuve, d'après le rapport de droits de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, emportait la clef de la maison en allant assister aux obsèques de son mari et ne pouvait y revenir que si le maire la lui rendait. *Weisthumer gesammelt* von Jacob GRIMM, Zweiter Teil, Göttingen, 1840, p. 65. A Valmunster près de Bouzonville celui qui quittait le village devait donner la clef de sa maison au seigneur, selon le rapport de droits de 1497. *Weisthumer gesammelt* von J. GRIMM, t. II, p. 68.

(6) « Coutumes générales du duché de Lorraine des bailliages de Nancy, Vosges et Allemagne », titre II (communauté de biens entre gens mariés) article 2 « il est loisible à la femme de renoncer aus dits droits [de communauté] et par ce moyen de se descharger des debtes et charges personnelles en faisant telle renonciation par ject de clefs sur la fosse par elle même ou procureur... dedans 40 jours après qu'elle aura été advertie du décès de son mari, si elle est gentille ou anoblie ; si roturière au jour de l'enterrement, si elle est présente, sinon dans 20 jours après qu'elle en aura eu cognoissance ». Sur la différence de délai pour une veuve noble et roturière, voir SCHUBERT (Louis), *Le droit des gens mariés dans la Coutume de Lorraine*, thèse de doctorat, Paris, 1901, p. 77.

La Coutume de l'évêché de Metz prévoyait que la femme pouvait renoncer dans les 24 heures aux meubles, en jetant les clefs, et si elle était absente en faisant la déclaration de sa renonciation au juge du lieu où elle se trouvait lorsqu'elle apprenait le décès de son mari (titre II, art. 8).

Allemagne, notamment dans le pays de Bade et en Sarre (7). Des héritiers pouvaient aussi utiliser ce symbole pour marquer leur renonciation à une succession.

Cependant la mention de cette pratique de renonciation au début du XVIII<sup>e</sup> siècle est assez exceptionnelle, car la formalité du jet des clefs sur la fosse était tombée en désuétude. L'usage s'était établi de faire la déclaration publique de renonciation devant la justice locale (8). La déclaration de renonciation pouvait s'accompagner de la remise des clefs de la maison à la justice (9). Il faut remarquer que les deux héritiers mentionnés dans l'acte, dont nous avons donné la transcription, ont renouvelé officiellement leur déclaration de renonciation au greffe de la justice, ce qui indique que la formalité du jet des clefs n'avait plus une valeur suffisante. Au XVIII<sup>e</sup> siècle celle-ci était de plus r é p r o u v é e par certains juristes, qui constatèrent sa disparition avec satisfaction (10).

Charles HIEGEL

---

(7) KOLLING (R.), *Elsässische Weistümer. Untersuchungen über bäuerliche Volksüberlieferung am Oberrhein*, Frankfurt am Main, 1941, p. 127, cite des exemples de cette pratique. En 1646, deux frères de Handschuheim près de Heidelberg, déposèrent sur la tombe de leur père une clef pour indiquer qu'ils renonçaient à la maison surchargée de dettes. Le « Saarbrückisches Landrecht » du XVIII<sup>e</sup> siècle prévoit encore que si une veuve ne veut pas de la succession de son mari, elle doit fermer sa maison et déposer les clefs sur la tombe pour être libérée des dettes. FOX, *Saarländische Volkskunde*, Bonn, 1927, p. 374.

(8) RISTON, *Analyse des Coutumes sous le ressort du Parlement de Lorraine*, Nancy, 1782, p. 252.

(9) A titre d'exemple l'acte suivant : Anne Bidel, veuve en secondes noces de Charles Bourdon, manœuvre à Theding, renonce à la succession de son mari par devant J.B.F. Gerardy, avocat au Parlement, bailli de la haute-justice de l'abbaye de Saint-Avold, séante à Porcellette, en remettant les clefs des chambres, armoires, coffres appartenant au défunt et à elle par la communauté, 16 février 1748, Archives départementales Moselle B 5454.

(10) Jean-Baptiste de MAHUET, Président de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois, décédé en 1721, qui a laissé un commentaire manuscrit de la Coutume de Lorraine, conservé à la Bibliothèque municipale de Nancy, écrit dans cette analyse que « le jet des clefs sur la fosse est une marque ignominieuse pour la mémoire des défunts ; il n'est plus en usage de jeter les clefs sur la fosse du mari pour signifier qu'on renonce à la communauté ». GUYOT, dans son *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle...*, Paris, 1734, t. III, p. 559, indique que « cette formalité si significative et si triste ne se pratique plus dans les coutumes mêmes qui l'exigent le plus impérieusement ». Enfin, GABRIEL, avocat au Parlement de Metz, dans les *Observations détachées sur les coutumes et les usages anciens et modernes du ressort du Parlement de Metz*, Bouillon, 1787, t. I, p. 332, fait observer que cet usage est aboli partout.